

la perspicacité et à la diligence avec lesquelles l'appareil administratif de l'Etat et les structures de gestion de l'économie travaillent à la détection et à la correction de leurs propres insuffisances, ainsi qu'à l'amélioration de leurs méthodes et de leur efficacité.

L'action consciente des cadres et militants révolutionnaires, au sein de l'appareil administratif de l'Etat et des structures de gestion comme dans le cadre de l'action du Parti et des organisations de masse, aussi bien que le contrôle et la participation de la masse des travailleurs à la gestion, au travers de leurs assemblées au sein des coopératives agricoles et dans le cadre de la gestion socialiste de l'entreprise constituent, en vérité, l'antidote le plus actif pour prévenir et enrayer les risques provenant de la bureaucratie.

S'il est nécessaire de mener une lutte résolue contre toute forme de bureaucratie, il convient, cependant, d'observer avec la plus grande circonspection les agissements qui, sous le couvert de la critique de la bureaucratie, masquent en réalité des tendances qui visent au dépérissement de l'Etat et n'aboutissent qu'à étendre le lit de la réaction. Aussi, faut-il prendre garde aux pseudo-théories sur le socialisme qui n'expriment, en fait, que les récriminations d'un égalitarisme petit bourgeois et qui, comme l'expérience l'a montré dans de nombreux pays, font le jeu des forces conservatrices, en diffusant des germes dissolvants qui conduisent à la déliquescence de la Révolution.

La restauration de la souveraineté nationale, la construction du socialisme la lutte contre le sous-développement, l'édification d'une économie moderne et prospère et la vigilance contre les dangers extérieurs exigent un Etat solide et sans cesse renforcé, non un Etat invité à déperir, alors qu'il ressurgit à peine du néant sous prétexte que le socialisme, pour faire épanouir l'individu et favoriser son émancipation, est incompatible avec l'existence de hiérarchies centralisées et d'une organisation structurée.

4 — La gestion des entreprises socialistes doit de plus en plus obéir aux normes de l'efficacité économique.

La mise sur pied de l'entreprise socialiste a créé le cadre organisationnel adéquat qui permet aux différentes branches de l'économie, en dehors des activités de production de l'agriculture organisées selon d'autres formules, de se structurer et de donner naissance à des entités dont l'organisation aura à s'adapter aux différentes étapes du développement national et aux progrès réalisés dans la maîtrise de la technologie et des techniques modernes relatives à la gestion des entreprises.

L'entreprise nationale englobe souvent et à l'échelle de l'ensemble du territoire, toute l'étendue d'une branche sectorielle et, dans le reste des cas, elle couvre des sections déterminées et cohérentes de l'activité économique, intégrant parfois entre elles les fonctions de production, de commercialisation et de services, afin de mieux assurer le soutien de la production et de renforcer l'efficacité des moyens disponibles.

Dans les conditions d'un pays marqué par les contraintes héritées du sous-développement colonial, l'édification de la société nouvelle et la construction de l'économie ne peuvent se faire que sous l'égide de l'Etat dont l'intervention est nécessaire pour coordonner les efforts, pour impulser et diriger les actions qui visent à suppléer à l'absence d'un encadrement humain adéquat et de traditions établies en matière de gestion et de fonctionnement des activités économiques, sociales et culturelles modernes et pour affronter toutes les difficultés inhérentes à l'insuffisance d'un environnement interne favorable et à l'existence de situations extérieures le plus souvent hostiles.

Cependant, la concentration des moyens que le Pouvoir révolutionnaire a voulu obtenir dans le but de donner, aux entreprises socialistes, l'envergure nécessaire à la réussite de leur mission, ne doit pas déboucher sur la centralisation paralysante et sur la bureaucratie étouffante.

La force d'une entreprise dépend davantage de la manière dont elle utilise les moyens qui lui sont accordés que du volume de ces moyens.

C'est la raison pour laquelle la structure de l'organisation interne de l'entreprise, comme les règles qui régissent sa gestion, doivent respecter les principes de la déconcentration

et de la décentralisation dont le Pouvoir révolutionnaire a fait ces fondements de l'organisation politique et économique du pays.

A cet effet, il revient à la direction et aux services centraux de se réserver ce qui concerne la détermination de la politique de production, de commercialisation, de développement et de contrôle, ainsi que ce qui a trait à la mise en place des structures et des moyens les plus adaptés à la réalisation des objectifs impartis à l'entreprise et tout ce qui concourt à renforcer l'efficacité de l'entreprise et à élever le niveau de sa rentabilité ainsi que celui de la productivité de ses travailleurs.

Par ailleurs, une large liberté d'initiative doit être laissée à l'unité et aux grandes divisions qui correspondent à la répartition des tâches établies à l'intérieur de l'entreprise, de telle sorte que le travail d'exécution puisse s'accomplir sans entrave et ne pas subir le carcan d'une bureaucratie inutile.

L'entreprise à caractère national est placée sous l'autorité directe du Gouvernement par le truchement du ministère qui en assume la tutelle. Cette tutelle est assumée par la wilaya pour les entreprises de wilaya et par l'A.P.C. en ce qui concerne les entreprises communales. Les activités de toutes ces catégories d'entreprises s'exercent, suivant leur nature, dans le cadre des règles fixées par le Gouvernement selon les compétences attribuées aux différents départements ministériels.

Quand il a fallu aborder la construction du pays et amorcer le développement, il était nécessaire de s'attacher en priorité à ce qui devait permettre d'atteindre les objectifs fixés, en cherchant d'abord à surmonter les énormes obstacles nés de la situation, léguée par la colonisation. Le moment est cependant venu, au sein de toutes les entreprises socialistes comme pour l'ensemble des unités et des coopératives du secteur productif agricole, de faire prévaloir la rigueur des règles de la gestion et de restituer de plus en plus la priorité à l'efficacité économique reposant sur les résultats financiers, au fur et à mesure que seront réalisés les objectifs supérieurs de la Révolution. Elles doivent, en particulier, déployer tous les efforts nécessaires pour diminuer leurs coûts de production et de distribution, améliorer la qualité de leurs produits, et livrer ces produits à des prix de plus en plus compétitifs. C'est à ces conditions que la croissance économique du pays et que la poursuite de la marche vers le progrès technique, culturel et social seront assurés de la continuité nécessaire à la prospérité et à l'épanouissement de la nation.

Par ailleurs, les entreprises socialistes doivent s'animer de plus en plus du souci de contenter au maximum les exigences de leurs clients et de donner la meilleure satisfaction possible aux consommateurs et aux utilisateurs de leurs produits et de leurs services. La recherche de la qualité et de la diligence deviendra de la sorte le signe distinctif de l'aptitude de chaque entreprise socialiste à assumer sa mission vis-à-vis de la population. Les entreprises socialistes devront se pénétrer de l'idée que ce sont elles qui sont au service du peuple et non l'inverse et qu'elles ont des obligations envers le public. Du reste, la satisfaction qu'elles donneront à leur clientèle, ne peut que stimuler l'écoulement de leur production, ce qui constitue un facteur déterminant pour la continuité de leur expansion et de leur prospérité.

Dans la mesure où ces principes d'organisation et ces règles de fonctionnement sont respectés et où leur mise en œuvre, sur le plan pratique, s'effectue d'une manière correcte utilisant toutes les ressources des techniques modernes sur la gestion des entreprises, l'entreprise socialiste en Algérie fonctionnera comme un organisme vivant et efficace, suscitant sa propre dynamique et jouant, au sein de l'économie, une fonction d'impulsion et de renouvellement, qui est la source de la croissance et du progrès.

5 — Les formes de gestion ne constituent pas un dogme immuable.

Si l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'appropriation collective des moyens de production, l'exercice du pouvoir d'Etat par les forces sociales de la Révolution, la participation des travailleurs à la gestion et la répartition équitable du revenu national représentent les bases fondamentales du socialisme et constituent des principes permanents qui ne sauraient être changés sans entraîner une altération du caractère socialiste de l'organisation sociale, les structures de la gestion, qu'il s'agisse de l'entreprise socialiste,